



Lettre d'information

6ème Conférence Régionale sur la Faune Sauvage-2018 **3**

Appel à dons : Protégeons ensemble l'habitat original des chauves-souris **3**

Bilan de la Surveillance Estivale 2018 des phoques en baie de Somme **5**

« Appel des 100 » pour l'interdiction des pesticides chimiques de synthèse **7**

QUELQUES REPERES EN PICARDIE **9**

Synthèse du rapport de la Cour Européenne des Comptes sur le « verdissement » de la Politique Agricole Commune **11**

Jugement très sévère des 6 militants de la confédération paysanne condamnés pour avoir démonté du matériel de la ferme des 1000 vaches. **14**

Billet d'humeur: vous avez dit Séminaire qualité de l'air ? **15**



NOUS VOULONS DES COQUELICOTS

nousvoulonsdescoquelicots.org

Appel à la résistance pour l'interdiction de tous les pesticides



« l'observatoire faune & l'opération faune et bâti » sont cofinancés par le FEDER dans le cadre du programme opérationnel FEDER - FSE pour la Picardie.



Les actions menées par Picardie Nature sont permises par le soutien et la participation des adhérents, des donateurs et des bénévoles ainsi que par la collaboration et l'aide de différents partenaires



Agence régionale de protection de la nature et de l'environnement
Picardie Nature – 1 Rue de Croy – 80097 AMIENS CEDEX 3 Tél : 03 62 72 22 50
www.picardie-nature.org

Septembre 18

LE MINISTÈRE DE L'IMPOSSIBLE

« Tenir tête aux pollueurs, protéger les rivages, les rivières, l'air, le sol, le sous-sol de la cupidité des industriels et des constructeurs ... Bâtir des villes qui soient belles et habitables, lutter contre le bruit... Jamais peut-être nos contemporains n'ont marqué autant d'intérêt pour la protection des animaux. La nature vivante s'éloigne d'eux, les espèces sauvages disparaissent ... »

Ces propos, criant d'actualité, ont été tenus par Robert Poujade, tout premier ministre français de l'environnement entre 1971 et 1974. Son livre paru en 1975 sous le titre « Le ministère de l'impossible » explique bien sûr ses actions mais aussi les murs contre lesquels il s'est heurté : des lobbies défendant leurs intérêts financiers et des politiques incapables de comprendre la situation.

« La société libérale est en train de jouer sur la question de savoir si elle résoudra ou non le problème de l'environnement et de la protection de la nature » déclarait-il également. De ce point de vue, on peut observer que plus de 40 ans après, la situation n'a pas changé. Ces propos alarmistes (parce qu'il faut bien des lanceurs d'alerte) et réfléchis (sur la base de travaux d'experts, d'indicateurs fiables), d'autres ministres les ont tenu : Dominique VOYNET, Corinne LEPAGE, Nicolas HULOT.

A PICARDIE NATURE, association régionale engagée de longue date dans des actions de protection de la nature et de l'environnement au sein de FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT, nous partageons l'analyse de Nicolas HULOT. Nous observons depuis 40 ans que les enjeux écologiques sont insuffisamment pris en compte par les gouvernements successifs et plus généralement par les politiques à tous les niveaux, du national au local. Pourtant des chantiers importants sont devant nous : la réforme de la Politique Agricole, la transition énergétique, la lutte contre l'érosion dramatique de la biodiversité, l'alimentation, les plans nationaux et régionaux Santé-Environnement, les Schémas Régionaux d'Aménagement et de Développement Durable des Territoires, les politiques nationales et régionales de gestion et de réduction des déchets...

L'heure n'est plus à trouver des compromis, à repousser encore des décisions, à lancer des réflexions pour complaire finalement à des lobbies puissants dont les interventions insidieuses et incessantes entretiennent le doute dans l'esprit de nos concitoyens et font disparaître peu à peu la notion d'intérêt général pour les générations actuelles et futures. Il est atterrant de constater que des personnalités sincèrement engagées et compétentes comme l'est Nicolas HULOT soient isolées, incomprises voire méprisées dans leur projet d'engager la société française dans une transition écologique et énergétique indispensables.

A l'échelle d'une association régionale comme PICARDIE NATURE, nous avons pu mesurer l'immobilité voire parfois l'agressivité d'élus ou de représentants publics lorsque nous nous engageons dans des actions de préservation d'espaces naturels remarquables. Le plaidoyer que nous portons encore aujourd'hui pour la défense de l'intérêt général était et est perçu comme un frein au développement économique. A titre d'illustration, les actions médiatiques et quelquefois judiciaires, contre des projets que nous considérons comme destructeurs pour la biodiversité sur la côte picarde, ont contribué finalement à faire émerger une activité de tourisme de nature tout au long de l'année. Dont la durabilité n'est toutefois pas garantie si les collectivités n'y sont pas vigilantes.

A proximité immédiate des enjeux environnementaux se placent les enjeux d'éducation. A la question déjà ancienne : « quelle planète allons-nous laisser à nos enfants » on associe depuis plusieurs années l'interrogation : « quels enfants allons-nous laisser sur cette planète ». Des consommateurs dont la vie est régie par des lobbies et des algorithmes sur une Terre dont les ressources sont surexploitées, épuisées ou souillées pour longtemps ? Dans ce contexte, il est assez étonnant de constater que le monde associatif qui poursuit sa mobilisation sur les thématiques de protection de la biodiversité, de l'éducation à l'environnement et à la citoyenneté, de l'éveil des consciences, de la promotion de la vie en quelque sorte, soit l'objet d'une moindre attention des politiques. La réduction drastique du financement de leurs activités en est une des illustrations.

La démission de Nicolas HULOT est sincèrement triste et regrettablement juste.

Patrick THIERY

6ème Conférence Régionale sur la Faune Sauvage-2018

Cette année, Picardie Nature et l'ADEP (Association des Entomologistes de Picardie) organisent la **6ème conférence régionale sur la faune sauvage**.

Nous avons le plaisir de vous inviter à participer à cette manifestation qui aura lieu le **samedi 24 novembre à Anizy-le-Château (Laonnois - 02)**.

L'objectif de cette journée est de réunir les naturalistes des Hauts-de-France ainsi que toutes les personnes intéressées par la nature afin de présenter les divers travaux relatifs à l'étude de la faune sauvage menés ces dernières années et d'échanger autour de ces sujets. Une dizaine de présentations sur des thèmes variés se succéderont dans la journée. Le programme définitif sera communiqué à la fin du mois d'octobre et disponible sur notre site Internet

N'hésitez pas à diffuser l'information aux personnes de votre entourage.



Conférence 2017 - ADEP, GON, Picardie Nature - Bapaume (62)

Nous espérons vous accueillir nombreux à cette journée !

Appel à dons : Protégeons ensemble l'habitat original des chauves-souris

Par Sophie DECLERCQ

Picardie Nature lance un appel à dons sur une nouvelle thématique : **LES CHAUVES-SOURIS** !

POURQUOI LES CHAUVES-SOURIS ?

La moitié des espèces de chauves-souris installent leur maternité* dans les bâtiments : lieu original pour des animaux sauvages ! Il arrive que la cohabitation humains & chauves-souris pose questions et nécessite quelques aménagements.

Picardie Nature cherche à réunir des fonds pour acheter les matériaux et rendre plus paisible la vie des chauves-souris dans les combles et greniers.



Maternité de pipistrelles dans un bardage
© Y.Peyrard



Maternité de Pipistrelle commune
derrière le bardage. © S.Declercq

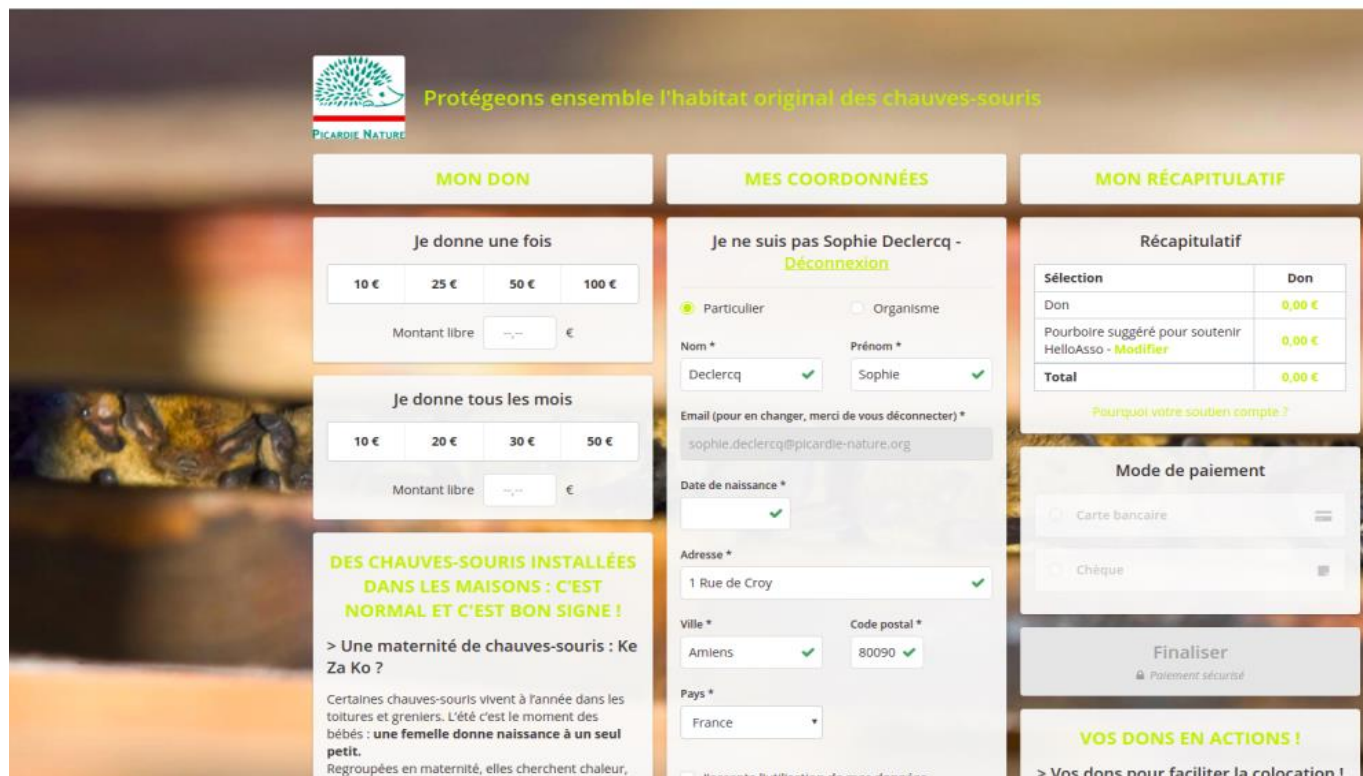


Maternité de Sérotine commune dans un comble. © T.Cheyrezy

* maternité de chauves-souris : regroupement des femelles pour mettre au monde et élever leur seul petit de l'année.

COMMENT PARTICIPER ?

—> Cliquez sur le lien Internet suivant : <https://www.helloasso.com/associations/picardie-nature/formulaires/3/widget> **Protégeons ensemble l'habitat original des chauves-souris**

Protégeons ensemble l'habitat original des chauves-souris

MON DON

Je donne une fois

10 € 25 € 50 € 100 €

Montant libre €

Je donne tous les mois

10 € 20 € 30 € 50 €

Montant libre €

MES COORDONNÉES

Je ne suis pas Sophie Declercq - Déconnexion

Particulier Organisme

Nom * Prénom *

Declercq Sophie

Email (pour en changer, merci de vous déconnecter) *

sophie.declercq@picardie-nature.org

Date de naissance *

Adresse *

1 Rue de Croy

Ville * Code postal *

Amiens 80090

Pays *

France

MON RÉCAPITULATIF

Récapitulatif

| Sélection | Don |
|--|---------------|
| Don | 0,00 € |
| Pourboire suggéré pour soutenir HelloAsso - Modifier | 0,00 € |
| Total | 0,00 € |

Mode de paiement

Carte bancaire

Chèque

Finaliser

VOS DONS EN ACTIONS !

> Vos dons pour faciliter la colocation !

Des questions :

- "Faut-il créer un compte Hello Asso ?" Non, c'est facultatif.
- "Combien de temps cela me prend ?" 2 minutes, c'est tout !
- "C'est sur ?" Oui, vous recevez un accusé de réception de votre don quasiment instantanément !.

Si vous rencontrez une difficulté, contactez-nous.

Picardie Nature a choisi de collaborer avec Hello Asso car la plateforme est basée sur un modèle économique participatif attachée à des valeurs de respect des droits et libertés, de simplicité et de transparence en ligne.

Si vous n'êtes pas un adepte des dons en ligne, vous pouvez nous adresser un chèque.

—> **Envoyez** un chèque à l'ordre de Picardie Nature en précisant au dos "Don "Protégeons l'habitat original des Chauves-souris". Picardie Nature, BP 70010, 80097 AMIENS cedex 3

À QUOI SERVENT VOS DONS ?

Vos dons permettront d'acheter les matériaux nécessaires aux chantiers et aménagements : planches de bois, tasseaux, visserie, isolants, bardeaux, rails métalliques...

Vos dons aideront également l'association à se faire épauler par des professionnels du bâtiment quand une expertise en isolation et rénovation nous semble indispensable.

Grâce à vous, nous pourrons :

- **Cloisonner les combles** : dédier une partie uniquement aux chauves-souris.
- **Construire des cachettes** où les femelles et leurs jeunes chauves-souris pourront s'installer.



Maternité d'Oreillards gris
© F.Baudrey



Grenier aménagé pour les chauves-souris
© S.Declercq



Oreillard roux sortant d'un gîte artificiel
© Y.Peyrard

MERCI DE VOTRE AIDE !

N'oubliez pas qu'un **don est déductible des impôts à hauteur de 66 %**.

Exemple, pour un don de 100 euros versés, vous bénéficiez d'une réduction d'impôts de 66 euros !

Bilan de la Surveillance Estivale 2018 des phoques en baie de Somme

Par Sarah MONNET et Simon THIERY

Déjà presque 30 ans que la Surveillance estivale existe ! Cette action symbolise un moment phare du programme d'étude et de protection des phoques en baie de Somme et ce, depuis 1990. Mise en place annuellement par Picardie Nature en été, elle correspond à la période de mises bas, de reproduction et de mue des phoques veaux-marins, mais également à l'afflux touristique. Les risques de dérangement y sont donc plus nombreux.



Ainsi, pour prêter mains fortes aux bénévoles réguliers et picards pour la plupart, 36 bénévoles estivaux, venus de toute la France, se sont relayés cette année, du 9 juin au 25 août.

Sous la coordination bénévole de Christine MARTIN et de Simon THIERY ils ont pu participer à la sensibilisation, à la protection et à l'étude de la population de phoques en baie de Somme.

Leur présence sur le terrain, durant les 158 points d'observations et les missions de protection, ont permis de sensibiliser 23 365 personnes.

De plus, dans cette optique de sensibilisation du grand public, deux nouveaux moyens de communication ont été créés et utilisés par les bénévoles estivaux : d'une part, des piquets d'information, placés autour d'un reposoir afin de prévenir d'éventuels dérangements et de rappeler la distance de tranquillité de 300 m et d'autre part, des autocollants diffusés plus largement (mairies, offices de tourisme et autres acteurs locaux).



Les bénévoles ont également participé au dénombrement des 139 naissances de phoques veaux-marins (106 en 2017). Parmi eux, 22 ont été retrouvés échoués. Actuellement, 6 de ces jeunes sont toujours en centre de soins de la faune sauvage, soit de l'association CHENE (www.chene.asso.fr), soit de la LPA de Calais (www.lpa-de-calais.blog4ever.com); et 3 ont été remis en milieu naturel. La collaboration avec ces deux centres a bien fonctionné encore cette année, comme l'an passé depuis que nous avons fermé notre centre basé à Abbeville.

Ces 22 jeunes ont, après analyse de leur situation sur le terrain, été considérés comme échoués et non posés, contrairement à d'autres cas observés en baie cette année. En effet, il peut être normal d'observer un jeune phoque seul sur la plage. Sa mère vient alors le récupérer plusieurs

heures, voire plusieurs jours plus tard, sans qu'il y ait de risque. Le phoque est un animal amphibie qui peut rester longtemps hors de l'eau. C'est seulement après la prise en compte de nombreux critères (localisation et fréquentation du lieu de découverte, heure et coefficient de marée, conditions météorologiques...), qu'il est jugé en détresse, ou non, par une personne formée et habilitée à intervenir sur les mammifères marins échoués.

En plus de ces naissances, les effectifs maxima et moyens ont pu être dénombrés : un pic à 621 phoques veau-marins et 269 phoques gris a été enregistré par comptage aérien le 9 juillet. Cependant, de tels effectifs sont exceptionnellement observables sur les bancs de sable. Plusieurs facteurs doivent être réunis : pleine période de reproduction, météo clémente et horaires de marée optimaux. De façon générale, des moyennes de 298 phoques veaux-marins et 122 phoques gris ont été enregistrées sur l'été.

Un grand merci à tous les bénévoles qui ont donné de leur temps et ont participé à cette surveillance estivale.



Si vous aussi vous souhaitez aider le programme d'étude et de protection des phoques en baie de Somme, n'hésitez pas à le soutenir grâce au moteur de recherche Lilo (www.lilo.org/fr/phoques-en-baie-de-somme/) ou en participant aux actions organisées par l'association tout au long de l'année.



« Appel des 100 » pour l'interdiction des pesticides chimiques de synthèse

PICARDIE NATURE s'associe au lancement d'un grand mouvement citoyen national qui s'articule autour d'un Appel demandant la fin de l'utilisation des pesticides de synthèse.



NOUS VOULONS DES COQUELICOTS

Pourquoi cet Appel?

L'heure n'est plus à compter les oiseaux, les abeilles, les papillons morts et les humains malades. Le constat a été fait tant de fois, au travers de centaines d'études scientifiques rigoureuses, que discuter encore n'a plus de sens. Notre pays est devenu méconnaissable à cause des pesticides. Toutes les politiques ont échoué.

Nous lançons ce 12 septembre 2018 un immense Appel qui doit provoquer un soulèvement pacifique de la société française. Il pourrait durer deux ans et vise à mobiliser au moins cinq millions de soutiens. C'est ambitieux, mais l'objectif l'est, car il s'agit d'obtenir l'interdiction de tous les pesticides (de synthèse) en France.

Il faut donc relever la tête, unir toutes les forces disponibles, agir toute de suite. Le pari repose sur l'espoir que la société française reste vivante. Un pays libre garde le droit de refuser ce qu'il ne supporte plus et de l'imposer à ses dirigeants, quels qu'ils soient. N'oublions jamais qu'en vingt ans, des millions de consommateurs se sont détournés, au moins en partie, de l'alimentation farcie de pesticides. C'est sur eux que nous comptons.

Qui sommes-nous?

Un groupe de bénévoles sans argent, composé d'une quinzaine de personnes, parmi lesquelles une directrice de crèche (retraîtée), des décorateurs, une étudiante, une céramiste, deux paysans, une enseignante, une psychanalyste, des membres d'ONG, deux journalistes.

Nous avons créé une association, **Nous voulons des coquelicots**, dont le président est Fabrice Nicolino, journaliste à Charlie Hebdo. Cet Appel est soutenu par de multiples personnalités et associations

Que proposons-nous?

Voir le texte de l'Appel sur Internet : <https://nousvoulonsdescoquelicots.org/nos-soutiens/>

Comme les 100 premiers signataires "anonymes", nous invitons celles et ceux qui comme nous se sentent indignés par les effets de ces polluants sur notre environnement à :

- signer et relayer l'Appel
- afficher son soutien en portant le symbole de cet Appel soit en fabricant sa cocarde
- soit en l'achetant en ligne sur le site des Coquelicots
- diffuser et relayer les outils
- se procurer le livre manifeste qui vous donne les arguments forts pour défendre
- les idées présentées dans l'Appel
- organiser des événements partout en France autour de ce sujet



En bref nous vous proposons d'agir! Aujourd'hui, maintenant et intensément pendant les 2 prochaines années – temps de la campagne - pour **"exiger de nos gouvernants l'interdiction de tous les pesticides de synthèse en France. Assez de discours, des actes."**

Pendant toute la durée de l'Appel – deux ans – tous les 1ers vendredis de chaque mois à 18h, nous invitons les signataires à se retrouver le même jour et à la même heure sur les places des villes et des villages des lieux où ils habitent.

Pendant tout ce temps, à la manière d'un téléthon, nous souhaitons que des milliers d'événements de toute taille et de tous ordres aient lieu en France, pour défendre l'espoir d'un pays enfin débarrassé de ces terribles poisons. Nous mettrons régulièrement à jour la liste, déjà importante, des groupes, associations et personnalités qui soutiennent notre grand mouvement démocratique. Nous n'avons sollicité aucun politique, car c'est désormais la société qui parle.

Ainsi loin d'être un point d'arrivée, l'Appel n'est jamais qu'un départ. Car ce n'est pas une pétition, oubliée aussitôt que signée. Il oblige, et veut transformer des milliers de signataires en autant d'acteurs sociaux dont le but sera d'oeuvrer à la victoire.

Un numéro Spécial de Charlie Hebdo

Pour accompagner ce lancement, l'hebdomadaire Charlie Hebdo a sorti le 12 septembre un numéro spécial dans lequel les lecteurs et lectrices pourront notamment y retrouver l'Appel.

Pour suivre toute l'actualité des Coquelicots, rendez-vous sur le site de l'association:

Ainsi que sur les réseaux sociaux

Facebook : <https://www.facebook.com/appel.des.coquelicots>

Twitter : https://twitter.com/coquelicots_

Le texte de l'Appel

Les pesticides sont des poisons qui détruisent tout ce qui est vivant. Ils sont dans l'eau de pluie, dans la rosée du matin, dans le nectar des fleurs et l'estomac des abeilles, dans le cordon ombilical des nouveau-nés, dans le nid des oiseaux, dans le lait des mères, dans les pommes et les cerises.

Les pesticides sont une tragédie pour la santé. Ils provoquent des cancers, des maladies de Parkinson, des troubles psychomoteurs chez les enfants, des infertilités, des malformations à la naissance. L'exposition aux pesticides est sous-estimée par un système devenu fou, qui a choisi la fuite en avant. Quand un pesticide est interdit, dix autres prennent sa place. Il y en a des milliers.

Nous ne reconnaissons plus notre pays. La nature y est défigurée. Le tiers des oiseaux ont disparu en quinze ans ; la moitié des papillons en vingt ans; les abeilles et les pollinisateurs meurent par milliards; les grenouilles et les sauterelles semblent comme évanouies ; les fleurs sauvages deviennent rares. Ce monde qui s'efface est le nôtre et chaque couleur qui succombe, chaque lumière qui s'éteint est une douleur définitive. Rendez-nous nos coquelicots ! Rendez-nous la beauté du monde !

Non, nous ne voulons plus. À aucun prix. Nous exigeons protection. Nous exigeons de nos gouvernants l'interdiction de tous les pesticides de synthèse en France.

Assez de discours, des actes.



ÉTUDIER - AGIR - SENSIBILISER

Association régionale de protection de la Nature et de l'Environnement
Picardie Nature - 1 rue de Croÿ - BP 70010 - 80097 Amiens cedex 3 - Tél. 03 62 72 22 50
www.picardie-nature.org

18 Septembre 18

QUELQUES REPERES EN PICARDIE

Par Patrick THIERY



Les pesticides dans l'air

L'étude réalisée par ATMO Picardie en 2012 visait à identifier les résidus de pesticides présents dans l'atmosphère sur 4 sites picards :

- 1 dans la Somme en zone rurale et de grande culture
- 1 dans l'Oise en zone urbaine
- 1 dans le sud de l'Aisne en zone de viticulture champenoise
- 1 en zone urbaine dans un établissement scolaire

Résultats : de 20 à 40 substances ont été identifiées avec des concentrations dans l'air les plus élevées dans la zone viticole selon l'indice PHYTO (indicateur en lien avec la santé des populations). ATMO Picardie a retrouvé 4 molécules interdites en France sur plusieurs sites. Cette étude montre que la population picarde est exposée à plusieurs pesticides en même temps parfois jusque 40 molécules différentes.

L'INRA de Toulouse vient de publier une étude sur les effets délétères, sur des souris, d'une association de 6 substances couramment utilisés dans les vergers de la région Aquitaine. Les chercheurs ont observé des effets délétères variables selon le sexe : obésité, diabète, stéatose hépatique.

En France et dans le monde, le calcul des doses journalières admissibles est fixé par des autorités sanitaires par composé chimique pris individuellement. Les études portant sur les effets d'associations de pesticides sont quasiment inexistantes.

6 substances associées provoquent des effets délétères sur des souris de laboratoire. La présence de 20 à 40 substances en même temps dans l'atmosphère ne devrait-elles pas alertées les autorités et nos élus ?

Il n'y a pas de valeurs sanitaires officielles en France pour la présence de résidus de pesticides dans l'air !

Les pesticides dans l'eau

Lorsqu'on consulte les rapports de suivi toxicologique des pesticides dans les nappes d'eau des bassins Artois Picardie et Seine-Normandie, on observe que ceux-ci sont bien présents en Picardie et dans les Hauts de France. Dans le bassin Artois-Picardie 174 substances (insecticides, herbicide et fongicides) ont été identifiées dans les eaux de surface. 62 étaient présentes dans les eaux souterraines, traversant parfois des dizaines de mètres de craie sur plusieurs années pour contaminer les nappes.

En 2011 toutes les stations de référence pour les eaux de surface recèlent au moins un pesticide. 70% d'entre elles recèlent plus de 10 pesticides. Il n'y a donc plus aucune rivière indemne de pesticides dans le bassin Artois Picardie (87 stations de référence). Les écosystèmes aquatiques sont donc contaminés.

Pour les eaux souterraines on retrouve des pesticides dans plus de 75% des sites de références (188 stations de pompage).

L'Atrazine utilisé auparavant dans les cultures de maïs et interdit depuis 2003 est présent dans toutes les eaux superficielles de Picardie. Cet herbicide très puissant inhibe la croissance des plantes aquatiques.

Présents dans les organismes vivants

Depuis une vingtaine d'années PICARDIE NATURE réalise des analyses toxicologiques sur du tissu adipeux prélevé sur des cadavres de phoques veaux marins échoués sur nos côtes. Le territoire de pêche des phoques de la Baie de Somme s'étend approximativement de Dieppe à Boulogne-sur-Mer.



En 2009 le laboratoire d'analyse qui nous communique les résultats est étonné de trouver des traces de DDT sur un jeune phoque. Cette substance provenant nécessairement du lait de sa mère.

Le DDT est un insecticide organochloré de la famille des POP (Pesticides organochlorés persistants). L'animal contenait également des traces d'endosulfan et de lindane, un autre POP ! Interdit en France en 1972 le DDT est toujours présent dans les sédiments des rivières et des estuaires. Il contamine encore toute la chaîne alimentaire.



Le laboratoire de recherche PERITOX Périnatalité et risques toxiques, rattaché à l'Université Picardie Jules Verne a étudié l'exposition des fœtus pendant la grossesse de 900 mamans en Picardie. L'étude était basée sur l'analyse des pesticides retrouvés dans les cheveux des mamans et dans le méconium des nouveau-nés. Le méconium est produit par le tube digestif du fœtus dès la constitution de celui-ci puis expulsé généralement 24 heures après la naissance sous forme de selles caractéristiques. La présence de pesticides dans le méconium traduit donc une exposition chronique sur plusieurs mois à des substances qui franchissent facilement la barrière placentaire.

Ce laboratoire a étudié également les phénomènes de malformation sexuelle chez 60 nouveau-nés présentant un hypospade (malformation génitale chez les petits garçons). Il a montré un lien entre exposition aux perturbateurs endocriniens et hypospade. Actuellement ce laboratoire étudie les liens possibles entre obésité, diabète et exposition au chloropyrifos, un insecticide organochloré.

Une étude américaine parue en 2012 met en évidence des atteintes sur le développement du cerveau d'enfants dont les mères ont été exposées aux chloropyrifos pendant leur grossesse.

Intérêt et coûts indirects de l'usage des pesticides en agriculture

Dans le cadre de l'opération DEPHY, des exploitations agricoles, dont certaines en Picardie ont participé à une évaluation des variations de rendement selon l'utilisation des pesticides. L'INRA (Institut National de Recherche Agronomique) a donc évalué les performances de différents systèmes de culture. Les résultats ont été publiés en 2017. Ils montrent qu'une réduction importante des pesticides est tout à fait possible sans dégrader les performances productives et économiques des exploitations.

En 2016 deux chercheurs de l'INRA de Nice ont publié une étude sur le coût économique des pesticides en analysant le coût des externalités négatives de ces produits. Ils ont pour cela intégré des surcoûts pour la collectivité et les citoyens comme par exemple l'achat d'eau en bouteille par les habitants de plusieurs communes quand un captage d'eau est pollué. D'autres paramètres plus importants ont été pris en compte, comme le coût de prise en charges des malades atteints de cancers ou de maladies neurologiques directement lié à l'utilisation de pesticides.

Les avantages financiers qu'il y aurait à utiliser des pesticides sont de 30% inférieurs aux coûts des externalités négatives.



NOUS VOULONS
DES COQUELICOTS



ÉTUDIER - AGIR - SENSIBILISER

Association régionale de protection de la Nature et de l'Environnement
Picardie Nature - 1 rue de Croÿ - BP 70010 - 80097 Amiens cedex 3 - Tél. 03 62 72 22 50
www.picardie-nature.org

10
Septembre 18

Synthèse du rapport de la Cour Européenne des Comptes sur le « verdissement » de la Politique Agricole Commune

Par Magid ABDI

Origine et principes du verdissement :

Rappel de quelques définitions

PAC: politique agricole commune. Il s'agit d'un ensemble d'actes législatifs et de pratiques adoptés par l'Union européenne, constituant une politique commune et unifiée en matière d'agriculture. Les premières mesures en la matière ont été instituées en 1962. Depuis lors, la politique a été revue et étendue; elle a en outre fait l'objet de plusieurs réformes.

Premier pilier de la politique agricole commune: volet de la politique agricole commune qui comprend les paiements directs aux agriculteurs et les mesures de marché.

Paiements directs: aide octroyée directement aux agriculteurs afin de leur servir de «filet de sécurité». Ces paiements sont essentiellement accordés sous la forme d'un soutien au revenu de base découplé de la production et contribuent à compenser l'instabilité des revenus tirés des ventes sur les marchés, qui sont sujettes à la volatilité. Les paiements directs sont prélevés sur le budget du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA), ou «premier pilier» de la politique agricole commune.

Développement rural: politique de l'Union européenne souvent désignée comme le «second pilier» de la politique agricole commune et visant à répondre aux besoins économiques, environnementaux et sociaux des zones rurales. Les paiements au titre du développement rural sont prélevés sur le budget affecté au Fonds européen agricole pour le développement rural, avec un cofinancement des États membres.

La Commission avait fait valoir en 2011 que les agriculteurs **«devront être encouragés à adopter et à maintenir des systèmes et des pratiques agricoles particulièrement bénéfiques au regard des objectifs dans le domaine de l'environnement et du climat, car les prix du marché ne rendent pas compte de la fourniture de ces biens publics».**

Intérêt politique selon Commission : Rétribuer ces externalités positives renforce la légitimité de la PAC.

Les 3 pratiques attendues sont la diversification des cultures avec 3 objectifs.

Objectif 1 : enrichissement des sols ; maintien des prairies permanentes.

Objectif 2 : séquestration de carbone et protection biodiversité à haute valeur ; pour grandes exploitations, 5% de SIE.

Objectif 3 : préserver et améliorer la biodiversité.

Le verdissement correspond au deuxième niveau des mesures de la PAC en faveur de l'environnement et de la santé publique. Le verdissement est obligatoire avec soutien financier. Le premier niveau : la conditionnalité qui lie la majeure partie des versements au respect de normes de base BCAE et ERMG. Il est obligatoire sans soutien financier dédié. Le développement rural est le troisième niveau. Il est non obligatoire et contractuel. Il ouvre à des versements supplémentaires. 24 % des exploitations agricoles de l'UE étaient concernées par au moins une obligation relative au verdissement, ces exploitations couvrant toutefois 73 % des terres agricoles de l'UE. En 2016, le pourcentage des terres agricoles de l'UE qui se situaient dans des exploitations faisant l'objet d'au moins une obligation au titre du verdissement est passé à 77 %.

Le verdissement pèse 12 milliard annuels soit 30% de la PAC et 8% du budget de l'UE.

Le verdissement relève de la gestion partagée, un mode d'exécution budgétaire dans lequel la Commission endosse la responsabilité générale de l'exécution du budget de l'UE, mais délègue certaines tâches d'exécution aux États membres. Ces tâches déléguées comprennent la mise en place et l'exploitation des systèmes de dépôt des demandes des agriculteurs, la réalisation des contrôles administratifs et des contrôles sur place, ainsi que le calcul et le versement des montants d'aide corrects.

Dans le cas du verdissement, les États membres doivent définir certains paramètres, par exemple désigner les prairies permanentes sensibles d'un point de vue environnemental et sélectionner les types de SIE.

La problématique posée par la Cour était la suivante : y a-t-il eu amélioration des performances environnementales et climatiques de la PAC, conformément à l'objectif établi dans la législation de l'UE ?

Axes de réflexion de la Cour Européenne des Comptes :

SIE: surfaces d'intérêt écologique. Il s'agit de surfaces d'une exploitation agricole qui sont consacrées à des pratiques ou à des particularités spécifiques, bénéfiques pour l'environnement. Dans le cadre du verdissement, les agriculteurs doivent généralement affecter au moins 5 % de leurs terres arables aux SIE.

Conditionnalité: système liant la majeure partie des paiements relevant de la PAC à un ensemble de normes de base qui visent à garantir le maintien des terres dans de bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) et à certaines obligations appelées «exigences réglementaires en matière de gestion» (ERMG). Les ERMG sont définies dans la législation de l'UE en matière d'environnement, de changement climatique, de santé publique, animale et végétale et de bien-être des animaux.

ESPG: prairies permanentes sensibles d'un point de vue environnemental (environmentally sensitive permanent grassland). Il s'agit de parcelles de prairies permanentes (essentiellement celles situées dans des zones Natura 2000) qui font l'objet d'une désignation par l'État membre en raison de leur importance pour la biodiversité, en particulier en ce qui concerne les espèces et les habitats des prairies protégées. Dans le cadre du verdissement, ces parcelles sont protégées contre la réaffectation à d'autres utilisations ainsi que contre le labourage.

Natura 2000: le plus grand réseau écologique cohérent de zones de conservation au monde. Son étendue englobe 18 % du territoire terrestre de l'UE et une part importante des mers qui l'entourent.

- le verdissement est-il assorti d'objectifs clairement définis et suffisamment ambitieux, et le budget alloué à la mesure est-il cohérent ?
- quel est le niveau atteint des effets bénéfiques pour l'environnement et le climat.

Positions finales de la Cour :

Le verdissement ne peut en l'état entraîner une amélioration significative des performances environnementales et climatiques de la PAC. La Commission n'a pas établi une logique d'intervention complète pour le paiement vert. Elle n'a pas fixé d'objectifs environnementaux clairement définis et suffisamment ambitieux que le verdissement devrait permettre de réaliser.

A noter : Le verdissement initial de la Commission était plus ambitieux, centré sur l'environnement, assorti d'exigences plus strictes et comportant moins d'exemptions que les pratiques de verdissement actuelles.

Le budget alloué à ce dernier n'est pas justifié par sa teneur environnementale. Le paiement vert reste, fondamentalement, une mesure d'aide au revenu. Les modifications survenues ultérieurement ont réduit l'effort imposé aux agriculteurs et ne contenaient aucune justification scientifique en faveur de l'environnement.

Le montant du budget alloué n'a connu aucune variation malgré les importantes modifications touchant sa teneur environnementale et climatique, sur le plan des exigences (qui ont diminué avec le temps) comme sur celui de l'étendue des diverses exemptions (qui a augmenté).

Le montant du paiement vert (environ 80 euros par hectare, en moyenne) n'était pas fondé sur le coût de la mise en œuvre du verdissement. Il avait été préalablement estimé en 2011 à quelque 30 euros par hectare en moyenne et ce, compte tenu des exigences plus strictes de la première proposition de la Commission.

Dans les faits, pour 71 % des agriculteurs, le verdissement n'a eu aucune incidence et sa mise en œuvre n'a engendré aucun coût de mise en conformité. Pour plus de deux tiers des 29 % d'agriculteurs exposés à des coûts de mise en conformité, ceux-ci sont inférieurs à 25 euros par hectare; ils sont même inférieurs à 10 euros par hectare pour plus de 40 % des agriculteurs concernés. Ces coûts ont pu atteindre 100 euros par hectare

pour 2 % d'exploitants. De plus, le budget dévolu au verdissement n'a pas pu reposer sur une estimation fiable de la valeur économique des effets bénéfiques escomptés pour l'environnement et le climat en l'état. Les effets attendus n'avaient même pas été exprimés sous la forme d'objectifs quantifiés.

Le verdissement ne pouvait donc induire les effets bénéfiques attendus pour l'environnement et le climat, essentiellement à cause de l'important effet d'aubaine qui y est associé. Il n'a entraîné des changements dans les pratiques agricoles que sur quelque 5 % de l'ensemble des terres agricoles de l'UE (1,8 % des terres ont été réaffectées pour les besoins de la diversification des cultures, 2,4 % pour les besoins des SIE et 1,5 % pour les besoins des prairies permanentes).

Des effets d'aubaines ont été identifiés du fait d'exigences déjà atteintes ou facilement atteignables parce qu'elles correspondaient à une pratique agricole normale. De nombreuses exploitations sont exemptées des exigences du verdissement, mais reçoivent néanmoins le paiement vert. 76 % des exploitations agricoles de l'UE (ou 27 % de l'ensemble des terres agricoles de l'UE) ne faisaient l'objet d'aucune obligation relative au verdissement en 2015, compte tenu des exploitations pour lesquelles aucune demande de paiement direct au titre de la PAC n'est déposée. Soixante-cinq pour cent des bénéficiaires du paiement vert (ou quelque 16 % de l'ensemble des terres agricoles de l'UE déclarées au titre des paiements directs) étaient exemptés de toute obligation au titre du verdissement.

Une partie des exemptions concernent l'ensemble des obligations relatives au verdissement, tandis que d'autres portent seulement sur certaines pratiques en la matière. La Commission justifie ces exemptions par la nécessité d'une simplification et par des questions de rapport coût/avantages. Les agriculteurs concernés reçoivent des fonds publics au titre du verdissement sans être tenus de ne fournir aucun bien public correspondant en contrepartie.

Par ailleurs, le verdissement a entraîné un niveau de complexité dans l'application de la PAC qui n'a aucun intérêt ou justification pertinente. Le verdissement ne fait que s'apparenter aux normes BCAE dans la mesure où il repose essentiellement sur un ensemble de conditions environnementales de base applicables à l'aide au revenu.

Préconisations de la Cour Européenne des Comptes

En vue de l'élaboration de la prochaine PAC, la Commission devra dresser un bilan de la mise en œuvre de la PAC actuelle et préciser sa logique d'intervention ; des objectifs spécifiques précisés et tirer parti des dernières avancées scientifiques concernant les phénomènes à l'œuvre.

Les agriculteurs ne devront pouvoir recevoir des paiements au titre de la PAC que s'ils respectent l'ensemble de normes environnementales de base réunissant les aspects couverts par les normes BCAE actuelles et les exigences générales du verdissement (au delà des exigences de la législation en matière d'environnement). A l'inverse, les sanctions encourues en cas de non-conformité à cet ensemble de normes devront être suffisamment être dissuasives pour être efficaces.

Toutes ces normes de base devront être intégrées aux exigences environnementales de référence applicables à toute action programmée dans le domaine agricole.

Encourager des réponses appropriées aux besoins spécifiques et locaux liés à l'environnement et au climat via des actions programmées plus solides dans le domaine agricole et reposant sur la réalisation d'objectifs de performance. En assurer le financement fondé sur une évaluation de la moyenne des coûts et des pertes de revenus engendrés par des actions et des pratiques allant au delà des exigences environnementales de référence. Dans la mise en œuvre de la PAC, les États membres devront toujours être tenus de démontrer que les options retenues sont efficaces et efficientes par rapport aux objectifs environnementaux.

Jugement très sévère des 6 militants de la confédération paysanne condamnés pour avoir démonté du matériel de la ferme des 1000 vaches.

Démonter sans le détériorer du matériel d'un bâtiment d'élevage en construction peut coûter très très cher à leurs auteurs. Le Tribunal d'Amiens a tranché dans le dossier des 6 militants de la Confédération Paysanne qui étaient intervenus sur le chantier. Nous rappellerons simplement que dans un autre volet du dossier de la ferme des 1000 vaches dans lequel Picardie nature est partie prenante avec NOVISSSEN et d'autres associations, des juges administratifs ont reconnu que le Préfet avait validé et mis en enquête publique un dossier incomplet puisque le maître d'œuvre du projet n'avait pas déposé de garantie financières pourtant obligatoire.

Nous avons décidé de publier le communiqué de la Confédération Paysanne en date du 13 septembre :



**Agriculture industrialisée, alimentation
dénaturée... environnement saccagé!**

L'ultime épisode du procès de la ferme-usine des 1000 vaches s'est tenu ce 13 septembre à Amiens. Cinq militants et une militante de la Confédération paysanne poursuivis au civil pour leur action syndicale de démontage ont été condamnés à verser 120.000 € de «dédommagements» au propriétaire de la ferme-usine. Ils avaient pourtant été reconnus par la cour d'Appel comme participant à «une action collective de lanceurs d'alerte». Ces six militant.e.s avaient été pris au hasard parmi l'ensemble des acteurs présents le jour de l'action !

Une fois de plus ont été jugés des syndicalistes engagé.e.s dans la construction d'un modèle agricole résolument moderne et ouvert sur le futur en ce qu'il défend depuis plus de 30 ans un monde respectueux de la nature et des Hommes. La répression syndicale envers ces porteurs d'espoir est inacceptable, alors même que d'autres se permettent des centaines de milliers d'euros de dégâts sur des biens publics chaque fois qu'ils manifestent. Ceux-là ne sont jamais poursuivis et ne remettent pas en question le modèle dominant porté par le syndicat majoritaire qui sous-tend et entretient le désarroi des paysan.ne.s.

A quatre mois des élections professionnelles agricoles, soutenir le combat des militant.e.s de la Confédération paysanne contre l'industrialisation de l'agriculture est un moyen pour nous, les citoyen.ne.s d'affirmer haut et fort le monde que nous voulons pour nos enfants, nos petits enfants... pour demain !

Si vous partagez nos convictions, un don en ligne est possible en suivant ce lien:

<https://www.helloasso.com/associations/les-amis-de-la-confederation-paysanne/formulaires/5/widget>

La Confédération paysanne sera toujours aux côtés des plus faibles pour plus de justice sociale, économique, alimentaire et environnementale.

VOUS AVEZ DIT « SEMINAIRE QUALITE DE L'AIR » ?

Le 19 septembre dernier, à l'École des Mines de DOUAI, avait lieu un séminaire sur ce sujet tellement d'actualité ...

Si l'introduction des débats par un représentant de la CCI Régionale et les interventions suivantes se voulaient instructives et consensuelles, la seconde «table-ronde» ne manquait pas de me surprendre.... J'étais même stupéfait de m'entendre expliquer les bienfaits d'un réseau de «chaleur douce» représenté de couleur verte sur la carte projetée pour l'assistance sur grand écran ...

Le représentant d'une entreprise exposant devant l'assistance très attentive, comment, depuis un CVE d'HALLUIN, vers ROUBAIX et la MEL, la population bénéficie d'une chaleur résiduelle...puis les champs d'activités conférées par la loi à la Métropole de LILLE en matière de déchets et d'énergie ...

Ayant la possibilité de m'exprimer, tandis que la parole était donnée à la salle et que la fin de réunion approchait, j'ai pu dire tout à coup mon ressenti de Citoyen quant à ce «réseau de chaleur» en précisant que celle-ci provient en réalité de «l'incinérateur d'Halluin», c'est à dire d'une installation polluante, l'une des causes connues et identifiées de pollution de l'air en région des Hauts de France, ce type d'installation qui projette chaque année, nuit et jour, de manière invisible pour l'œil humain, des tonnes d'effluents toxiques.

Je rappelais mon parcours personnel, l'enfant des corons de Rouvroy-Sous-Lens que je fus, le départ pour raisons professionnelles à 20 ans et un retour au pays à la retraite, vers l'an 2000, pour y découvrir la situation sanitaire dégradée, notamment au niveau de la qualité de l'air, et constater la disparition de nombre de mes amis d'enfance ...

Quelques investigations qui m'ont permis rapidement de situer le marasme ambiant:

Chaque incinérateur projette vers l'atmosphère des milliers de tonnes et de kilogrammes d'effluents et autres poussières toxiques pour la santé de l'homme... Les services techniques et promoteurs de ce procédé d'élimination des déchets, utilisent habituellement un langage minimaliste, présentant les rejets en normes réglementaires et mélangeant allègrement les unités de mesure en milligramme, microgramme, nanogramme, picogramme, par M3 par heure ...en omettant très-trop-souvent de préciser les milliers de M3 / heure projetés par leur installation ... Quelques multiplications permettent de comprendre alors très rapidement que l'on évoque de la sorte des tonnes et des kilogrammes d'effluents toxiques ventilés vers l'atmosphère chaque année ...

Je rappelais à l'assistance qu'une dizaine d'incinérateurs est en place sur les départements 59 et 62 qui constituent l'une des causes connues de pollution de la Région ...

Je disais également que le dixième incinérateur est en cours d'installation à Dunkerque, déchets chlorés, comme si cette ville n'était pas déjà suffisamment sinistrée quant à son environnement avec sa quinzaine de sites SEVESO, son terminal méthanier, la centrale nucléaire vieillissante proche...

Je rappelais mon contact avec un Chercheur du Laboratoire de cette prestigieuse École des Mines, où nous nous trouvions, m'ayant expliqué longuement que « BRULER c'est POLLUER », que là haut dans le ciel à quelques kilomètres, se situe la paroi de notre bocal, celui dans lequel nous évoluons, respirons et dans lequel nous brûlons notamment nos déchets...

J'informais l'assistance de ce que le plan actuel de gestion et d'élimination des déchets, élaboré il y a quelques années, mais encore en vigueur, avait vu la Commission d'Enquête mise en place pour son élaboration, recommander notamment: « il conviendra de diminuer l'incinération, pour la supprimer à terme» ... Il n'en a rien été hélasSauf exception à HENIN-BEAUMONT où l'on a su remplacer un incinérateur par une usine TVME – tri valorisation matière énergie – qui mérite que l'on s'y intéresse...

Le Citoyen que je suis a pu dire également son incompréhension ... la MEL qui possède donc légalement la gestion de ses déchets, de son énergie ... le Conseil Régional qui s'est vu confier par la loi NOTRE la responsabilité d'un Plan Régional de Prévention et de gestion des déchets ...L'Autorité Préfectorale qui délivre des Arrêtés et gère les installations classées, autorise ou pas, augmente des gisements etc... enfin, les services de la DREAL qui naviguent au cœur de ces structures ...Une situation complexe...

Le temps de parole m'a manqué pour aller plus loin encore dans le descriptif des « politiques publiques qui s'ignorent» Je veux dire par là que la vie économique et industrielle de la région, se réalise par Plans Départementaux qui s'ignorent ... Le plan déchets qui ignore le plan santé, qui ignore le plan de protection de l'air etc... et l'absence d'une Commission de Coordination... De même, il convenait de rappeler que la Commission Européenne nous condamne quant à la qualité de notre air et qu'il conviendra prochainement d'en répondre au niveau régional sans doute....

J'ai pu insister en fin d'exposé sur les conséquences en termes de mortalité:

– 6500 morts / an et de morbidité qui résultent de ces activités, dire de ne pas oublier l'Humain dans le cadre de la réflexion en cours, en regrettant ces seules 2h 30 de débat sur un tel sujet....

La «QUALITE de L'AIR» vaste débat, qui méritait davantage de temps, l'évocation des autres sources d'émissions polluantes majeures, auxquelles l'incinération vient se sur-ajoutée - et pourquoi pas des intervenants en table-ronde du monde soignant (un Pneumologue?..) voire un Défenseur Associatif de renom du lien «Environnement-Santé» etc... En conséquence, les interventions successives de Messieurs le Directeur DREAL puis Sous-Préfet qui clôturaient ce séminaire n'ont pas apaisé mon trouble, mon ressenti, sur cette problématique qui constitue la cause de mon engagement personnel pour la défense de l'Environnement ...

Le Citoyen Jean-Paul LESCOUTRE